

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Art. 3. Notre Ministre de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 1973.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Prévoyance sociale,

L. NAMECHE

Renouvellement de mandats

Par arrêté royal du 25 janvier 1973, le mandat des membres du collège des médecins-directeurs institué auprès du service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité dont les noms suivent, expire le 31 décembre 1972 :

1^e Membres effectifs :

MM. Pulinckx, L.; Philippart, M.; Dierckx, R., et Leclercq, J.;

2^e Membres suppléants :

MM. Peerts, P.; Gunther, J.; Stouffs, R., et Vandekerkhove, R.

Par le même arrêté qui produit ses effets le 1er janvier 1973, sont nommés audit collège pour une période qui expire le 31 décembre 1978 :

1^e Membres effectifs :

MM. Pulinckx, L.; Philippart, M.; Dierckx, R., et Leclercq, J.;

2^e Membres suppléants :

MM. Laenen, R.; Gunther, J.; Renard, R., et Vandekerkhove, R.

Associations mutualistes reconnues. — Fusion

Par arrêté royal du 25 janvier 1973, qui entre en vigueur le quinzième jour qui suit celui de sa signature, est approuvée la fusion de la société mutualiste de retraite reconnue :

« Algemene Pensioenkas van Tram- Buurtspoorweg- en Autobuspersoneel » à Anvers, et la société mutualiste : 358/02 « Verbroedering der Trambedienden van Antwerpen », à Anvers, réalisée dans les conditions fixées par les assemblées générales de ces associations mutualistes, qui ont valablement délibéré et pris une décision sur cet objet.

La société mutualiste de retraite : « Algemene Pensioenkas van Tram- Buurtspoorweg- en Autobuspersoneel » cesse conséquemment d'exister.

Par le même arrêté royal, est homologuée : la modification statutaire de la société mutualiste :

« Verbroedering der Trambedienden ».

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

16 JANVIER 1973. — Arrêté royal organisant les examens permettant aux titulaires de fonctions au Conseil d'Etat de satisfaire au prescrit de l'article 33, § 2, alinéas 2 et 5, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un conseil d'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 33, § 2, alinéa 5, modifié par la loi du 3 juin 1971;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 8 décembre 1972;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 3 janvier 1973;

Vu la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 januari 1973.

BOUDEWIJN

Van Koningsewege :
De Minister van Sociale Voorzorg,

L. NAMECHE

Vernieuwing van mandaten

Bij koninklijk besluit van 25 januari 1973 loopt het mandaat van de hiergenoemde leden van het bij de dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering ingestelde college van geneesheren-directeurs af op 31 december 1972 :

1^e Werkende leden :
de heren Pulinckx, L.; Philippart, M.; Dierckx, R., en Leclercq, J.

2^e Plaatsvervangende leden :
de heren Peerts, P.; Gunther, J.; Stouffs, R., en Vandekerkhove, R.

Bij hetzelfde besluit dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1973, worden benoemd bij voornoemd college voor een periode welke aansluit op 31 december 1978 :

1^e Werkende leden :
de heren Pulinckx, L.; Philippart, M.; Dierckx, R., en Leclercq, J.

2^e Plaatsvervangende leden :
de heren Laenen, R.; Gunther, J.; Renard, R., en Vandekerkhove, R.

Erkende mutualiteitsverenigingen. — Samensmelting

Bij koninklijk besluit d.d. 25 januari 1973 dat in werking treedt de vijftiende dag na deze van zijn ondertekening, wordt de samensmelting goedgekeurd van de erkende mutualiteitsvereniging voor IJssentre :

« Algemene Pensioenkas van Tram- Buurtspoorweg- en Autobuspersoneel » te Antwerpen en het erkend ziekenfonds 358/02 « Verbroedering der Trambedienden van Antwerpen », te Antwerpen, tot stand gekomen onder de voorwaarden vastgesteld door de algemene vergaderingen van die mutualiteitsverenigingen welke daartoe geldig hebben beraadslaagd en beslist.

De mutualiteitsvereniging voor IJssentre : « Algemene Pensioenkas van Tram- Buurtspoorweg- en Autobuspersoneel » houdt dienstengeval op te bestaan.

Bij hetzelfde koninklijk besluit wordt de statutenwijziging van het ziekenfonds :

« Verbroedering der Trambedienden » bekrachtigd.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

16 JANUARI 1973. — Koninklijk besluit tot regeling van de examens waarbij de ambtsdragers van de Raad van State in de gelegenheid gesteld worden te voldoen aan het voorschrijf van artikel 33, § 2, lid 2 en 5, van de wet van 23 decembre 1946 houdende instelling van een Raad van State

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 decembre 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 33, § 2, lid 5, gewijzigd bij de wet van 3 juni 1971;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 8 decembre 1972;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 3 januari 1973;

Gelet op de wet van 23 decembre 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de hoogdringendheid;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le jury chargé de procéder aux épreuves françaises et le jury chargé de procéder aux épreuves néerlandaises prévues par l'article 33, § 2, alinéa 5, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, se composent chacun d'un président, choisi parmi les présidents de chambre du Conseil d'Etat, de deux conseillers d'Etat et de quatre professeurs de faculté de droit, dont deux appartiennent à l'enseignement officiel et deux à l'enseignement libre.

Les membres du jury sont nommés par le Ministre de l'Intérieur.

Art. 2. Le Ministre de l'Intérieur désigne un secrétaire parmi les membres du jury.

Art. 3. Le président veille à la régularité des opérations; il a la police de la séance.

Art. 4. Le secrétaire tient les écritures et rédige les procès-verbaux, qui sont consignés dans un registre *ad hoc*.

Art. 5. Toute demande d'inscription est adressée par lettre recommandée au Premier Président du Conseil d'Etat; elle fait mention du diplôme dont le récipiendaire est porteur et indique la langue sur la connaissance de laquelle il entend être interrogé.

Le Premier Président adresse la liste des récipiendaires au président du jury, qui fixe sans tarder la date à laquelle les récipiendaires seront examinés.

Le secrétaire les avertit du jour auquel ils seront appelés à se présenter.

Il devra s'écouler un délai de huit jours au moins entre le jour de l'envoi de la lettre recommandée et celui où les examens doivent avoir lieu.

Art. 6. § 1. L'épreuve sur la connaissance de l'une ou de l'autre des langues susvisées se compose d'un examen oral et d'un examen écrit.

L'examen oral est public; il précède l'examen écrit.

§ 2. L'épreuve orale consiste :

1^e dans la lecture à haute voix d'un ou de plusieurs textes de loi rédigés dans la langue faisant l'objet de l'examen;

2^e dans une conversation sur un sujet d'intérêt général.

L'examen oral a une durée maximum d'une demi-heure.

Tous les récipiendaires ayant été interrogés et s'étant retirés, le jury délibère séance tenante et décide s'il y a lieu de les admettre à l'examen écrit. Le résultat de la délibération est inscrit au procès-verbal et proclamé immédiatement en séance publique.

Art. 7. L'épreuve écrite consiste dans la rédaction d'un commentaire, dans la langue suivant l'objet de l'examen, portant sur un texte légal ou réglementaire, un arrêté ou un avis du Conseil d'Etat, rédigé dans l'autre langue.

Les récipiendaires doivent pouvoir disposer, pour cette épreuve, d'au moins deux heures.

Les récipiendaires ne peuvent communiquer entre eux; ils peuvent se servir de livres et de dictionnaires juridiques, ainsi que des codes.

Le jury délibère, à huis clos, sur l'admission définitive du récipiendaire. Le résultat de la délibération est inscrit au procès-verbal. Celui-ci constate la production du diplôme de docteur en droit ou de licencié en droit, dûment entériné, et atteste que les prescriptions de la loi et du présent arrêté ont été observées. Il est revêtu de la signature du président et de tous les membres du jury qui ont procédé à l'examen. Lecture en est immédiatement donnée en séance publique.

Art. 8. Le jury ne peut prononcer que l'admission ou l'admission. Aucun degré de mérite ne peut être ajouté à l'admission, ni dans les procès-verbaux, ni dans les certificats délivrés par le jury.

Art. 9. Nul ne peut, sous peine de nullité, prendre part, en qualité de membre du jury, à l'examen de son conjoint, d'un parent ou d'un allié, jusqu'à et y compris le quatrième degré.

Art. 10. Les certificats délivrés par le jury sont rédigés conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De examencommissie belast met het afnemen van de Nederlandse examens en die belast met het afnemen van de Franse examens bedoeld in artikel 33, § 2, lid 5, van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, bestaan ieder uit een voorzitter gekozen uit de kamervoorzitters van de Raad van State, twee staatsraden en vier professoren van de faculteit van rechtsgeleerdheid, onder wie twee uit het officieel en twee uit het vrij onderwijs.

De leden van de examencommissie worden door de Minister van Binnenlandse Zaken benoemd.

Art. 2. De Minister van Binnenlandse Zaken wijst uit de leden van de examencommissie een secretaris aan.

Art. 3. De voorzitter waakt voor de regelmatigheid van de verrichtingen; hij handhaeft de orde op de vergadering.

Art. 4. De secretaris houdt de geschriften bij en maakt de notulen op; deze worden in een daartoe bestemd register ingeschreven.

Art. 5. Elke vraag om inschrijving wordt bij aangetekende brief aan de Eerste Voorzitter van de Raad van State gezonden; daarin zijn vermeld : het diploma dat de examinandus bezit en de taal over de kennis waarvan hij wil ondervraagd worden.

De Eerste Voorzitter stuurt de lijst van de examinandi aan de voorzitter van de examencommissie, die onverwijld de datum vaststelt waarop de examinandi zullen ondervraagd worden.

De secretaris deelt mee op welke dag zij zich moeten aanmelden.

Er moet een termijn van ten minste acht dagen verlopen tussen de dag waarop de aangetekende brief verzonden wordt en die waarop de examens moeten plaatsvinden.

Art. 6. § 1. Het examen over de kennis van een van de vorenvermelde talen omvat een mondeling en een schriftelijk gedeelte.

Het mondeling gedeelte geschiedt in het openbaar; het gaat het schriftelijk gedeelte vooraf.

§ 2. Het mondeling gedeelte bestaat uit :

1^e het luisteren van een of meer wetteksten, gesteld in de taal waarover het examen loopt;

2^e een gesprek over een algemeen onderwerp.

Het mondeling gedeelte duurt maximum een half uur.

Wanneer al de examinandi ondervraagd zijn en zich verwijderd hebben, beraadslangt de examencommissie op stande voet en beslist of zij tot het schriftelijk gedeelte kunnen toegelaten worden. De uitslag van de beraadseling wordt in de notulen vermeld en onmiddellijk in openbare zitting afgekondigd.

Art. 7. Het schriftelijk gedeelte bestaat in het redigeren, in de taal waarover het examen loopt, van een commentaar op een in de andere taal gestelde wet, verordening, arrest of advies van de Raad van State.

Do examinandi moeten voor dit gedeelte over ten minste twee uren beschikken.

De examinandi mogen geen contact hebben met elkaar; zij mogen zich van juridische boeken en woordenboeken alsmede van wetboeken bedienen.

De examencommissie beraadslaagt met gesloten deuren over de definitieve toelating van de examinandus. De uitslag van de beraadseling wordt in de notulen opgeschreven. Daarin wordt ook vastgesteld dat het behoorlijk bekrachtigd diploma van doctor in de rechten of van licentiaat in de rechten overgelegd wordt, en bevestigd dat de voorschriften van de wet en van dit besluit in acht genomen zijn. De notulen worden ondertekend door de voorzitter en door alle leden van de examencommissie die het examen afgenomen hebben. Er wordt onmiddellijk in openbare zitting voorlezing van gedaan.

Art. 8. De examencommissie kan slechts tot toelating of verdraging besluiten. Geen graad van verdienste mag aan de toelating toegevoegd worden, noch in de notulen, noch in de getuigschriften die de examencommissie uitreikt.

Art. 9. Niemand mag, op straffe van nietigheid, als lid van de examencommissie betrokken zijn bij het examen van zijn echtgenoot, van een bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad.

Art. 10. De door de examencommissie afgegeven getuigschriften zijn opgesteld overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd model.

Ils portent la signature du président et de tous les membres du jury qui ont assisté à l'examen.

Art. 11. Les membres du jury ont droit à une allocation de vacances identique à celle prévue pour les jurys de niveau I par l'article 2 de l'arrêté royal du 28 décembre 1964 fixant les allocations et indemnités accordées aux membres, secrétaires et auxiliaires des jurys des épreuves organisées ou présidées par le Secrétaire permanent au Recrutement.

Les membres du jury ont droit également à l'indemnité pour frais de séjour et au remboursement de leurs frais de parcours, prévus pour les fonctionnaires de rang 17 par l'arrêté royal du 24 décembre 1964 fixant les indemnités pour frais de séjour des membres du personnel des ministères et par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Art. 12. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 janvier 1973.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

R. VAN ELSLANDE

Le Secrétaire d'Etat au Budget, | De Staatssecretaris voor Begroting,
F. VAN ACKER

Zij worden ondertekend door de voorzitter en door alle leden van de examencommissie die het examen hebben bijgewoond.

Art. II. De leden van de examencommissie hebben recht op een vacatiotoelage gelijk aan die voor de examencommissies van niveau I bepaald bij artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 december 1964 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen voor de leden, secretarissen en helpers van de commissies aangesteld voor de examens georganiseerd of voorgezeten door de Vaste Wervingssecretaris.

De leden van de examencommissie hebben eveneens recht op de vergoeding wegens verblijfkosten en op de terugbetaling van hun reiskosten, voor de ambtenaren van rang 17 bepaald bij het koninklijk besluit van 24 december 1964 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan de leden van het personeel der ministeries en bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Art. 12. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 januari 1973.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,

Annexe

MINISTERIE DE L'INTERIEUR

Certificat

Nous, président et membres du jury chargé de procéder à l'examen établi par l'article 33 de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, modifiée par l'article 21 de la loi du 3 juin 1971;

Vu l'arrêté royal du 16 janvier 1973 organisant les examens permettant aux titulaires de fonctions au Conseil d'Etat de satisfaire au prescrit de l'article 33, § 2, alinéas 2 et 5, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat;

Attendu que
né à
le
a subi avec succès l'épreuve orale et l'épreuve écrite dudit examen;

Avons constaté et certifions que
a justifié de la connaissance de la langue française.

En foi de quoi nous lui avons délivré le présent certificat.

Fait à Bruxelles, le

Le président du jury,
Le secrétaire,
Les membres,

Signature du porteur du certificat :

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 16 janvier 1973.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Intérieur,

R. VAN ELSLANDE

Bijlage

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

Getuigschrift

Wij, voorzitter en leden van de examencommissie, belast met het afnemen van het examen ingesteld bij artikel 33 van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, gewijzigd bij artikel 21 van de wet van 3 juni 1971;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 januari 1973 tot regeling van de examens waarbij de ambtsdragers van de Raad van State in de gelegenheid gesteld worden te voldoen aan het voorschrift van artikel 33, § 2, lid 2 en 5, van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State;

Aangezien
geboren te
op
voormeld examen schriftelijk en mondeling, met goede uitslag afgelegd heeft;

Hebben vastgesteld en bevestigen dat
het bewijs heeft geleverd van de kennis van de Nederlandse taal.
Ten blyke waarvan wij dit getuigschrift hebben afgegeven:

Gedaan te Brussel,

De voorzitter van de examencommissie,
De secretaris,
De leden,

Handtekening van de houder van het getuigschrift :

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van 16 januari 1973.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Binnenlandse Zaken,